



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Autorité Environnementale Préfet de région

**Décision de l'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le projet dénommé
«Projet de défrichement pour une mise en culture»
sur la commune d'ALLEUZE» au lieu-dit «les Adrits»
(département du Cantal)**

Décision n° 2018-ARA-DP-01315

Décision du 3 juillet 2018
après examen au cas par cas

En application de l'article R.122.3 de code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Préfet du Rhône

Officier de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n°2017-441 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, du 24 octobre 2017 portant délégation de signature au titre des attributions générales à Mme Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2017-10-25-124 du 25 octobre 2017 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas reçu le 12 juin 2018 et enregistré sous le numéro 2018-ARA-DP-01315 présenté par Monsieur Gilles CHADELAT représentant la société GC Expansion sur la commune d'Alleuze (15) ;

Vu la demande de consultation de l'Agence Régional de Santé (ARS) en date du 14 juin 2018 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires du Cantal en date du 14 juin 2018 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en un défrichement pour une mise en culture d'une superficie totale de 1,439 ha au lieu-dit Les Adrits ;

Considérant que le projet relève de la rubrique a) 47. du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en terme de biodiversité, le projet est situé dans la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (type II) de la vallée de la Truyère classée également en zone natura 2000 mais qu'il ne présente pas de risque d'impact notable sur ces zones ;

Considérant qu'au regard des éléments présentés et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

DÉCIDE :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, Gilles CHADELAT le projet de défrichement de 1,439 ha sur la commune d'Alleuze (15), objet de la demande n°2018-ARA-DP-01315 n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le 3 juillet 2018

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice, par subdélégation
La responsable du pôle autorité environnementale

Mireille BAUGON



Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

